

Journée de l'économie : face aux empires, l'Europe doit-elle changer de nature ?



Dans un contexte international marqué par le retour des rapports de force et l'accélération des recompositions géopolitiques, l'édition 2026 de la « Journée de l'Économie » s'est imposée comme un temps fort de réflexion stratégique. Organisé conjointement par le ministère de l'Économie, la Chambre de Commerce, la Fondation IDEA et la FEDIL, en collaboration avec PwC Luxembourg, l'événement a réuni décideurs publics, économistes et acteurs économiques autour d'une question centrale : « Peut-on sauver l'Europe ? La souveraineté est-elle la bonne voie ? ». Au cœur des échanges : comment concilier l'ambition d'une indépendance stratégique européenne avec la réalité d'un monde profondément interconnecté et instable ?

Au fil de l'après-midi, les intervenants ont mis en lumière les tensions entre autonomie et interdépendance, dans un environnement marqué par les chocs géopolitiques, les rivalités technologiques et la fragmentation des chaînes de valeur. Les participants ont ainsi débattu de la capacité de l'Europe à renforcer sa résilience sans se replier sur elle-même, en mobilisant des

leviers économiques, industriels et politiques, contribuant à un débat dense et structurant pour l'avenir du continent.

Face au décrochage européen, l'appel à un sursaut de compétitivité

Dans son discours d'ouverture, Carlo Thelen a posé un diagnostic sans détour sur la situation économique européenne et luxembourgeoise. Le directeur général de la Chambre de Commerce a souligné le retour des tensions internationales, la fragmentation du commerce mondial et l'affaiblissement du multilatéralisme, autant de dynamiques qui pèsent directement sur les économies européennes. Face à des États-Unis et une Chine engagés dans des stratégies industrielles offensives, l'Europe est en retard, confrontée à un déficit d'investissement estimé à 500 milliards d'euros par an et à une divergence croissante de performance économique. A titre d'exemple, la croissance américaine a été deux fois plus rapide que celle de l'Union européenne depuis 2008. Dans ce contexte, il a insisté sur le caractère existentiel de la compétitivité pour une économie ouverte comme le Luxembourg, dont les atouts traditionnels – stabilité, attractivité et compétitivité – sont désormais sous pression.

Partant de ce constat, Carlo Thelen a appelé à un sursaut national et européen, articulé autour de priorités claires : investir davantage dans les secteurs stratégiques, mieux mobiliser l'épargne européenne via une véritable union des marchés de capitaux, simplifier le cadre réglementaire trop complexe et maîtriser les coûts, notamment salariaux et énergétiques. Il a également insisté sur l'enjeu crucial du capital humain, dans un contexte de [vieillesse démographique](#) et de pénuries de talents. Plus largement, il a défendu l'idée que la question posée – « [peut-on sauver l'Europe ?](#) » – était indissociable de la capacité des États membres à engager des réformes courageuses, en acceptant des arbitrages difficiles pour préserver le modèle économique et social.



Carlo Thelen a appelé à un sursaut national et européen (crédit : PwC Luxembourg).

L'Empire du bien

Dans une intervention intitulée « L'Europe à l'aube d'une nouvelle ère d'empires », l'ancien député européen et Premier ministre belge Guy Verhofstadt a proposé une lecture particulièrement structurée du basculement géopolitique en cours. Selon lui, le monde n'est plus organisé autour des États-nations, mais autour de grands ensembles civilisationnels et politiques – États-Unis, Chine, Inde ou encore Russie – fonctionnant comme des empires et dont le mot d'ordre est le pouvoir et non les valeurs. Ce nouvel ordre se caractérise d'abord par une nouvelle hiérarchisation des priorités : la sécurité tend désormais à primer sur la souveraineté, comme l'illustrent les évolutions récentes en Europe du Nord avec l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN. Il s'accompagne également d'une fragmentation progressive de l'économie mondiale, déjà amorcée

avant l'ère Trump, notamment à travers les politiques industrielles américaines sur les semi-conducteurs. Cette fragmentation, technologique, financière, industrielle et liée aux données, redéfinit les rapports de puissance.

Dans ce contexte, Guy Verhofstadt a insisté sur la dimension profondément politique et idéologique de la période actuelle. Il décrit une confrontation existentielle entre démocraties libérales et régimes autocratiques, illustrée par la guerre en Ukraine, ou encore les tensions à Hong Kong ou autour de Taïwan, ainsi que par l'émergence de systèmes alternatifs portés notamment par les BRICS. Parallèlement, il alerte sur une dégradation interne des démocraties occidentales, marquées par la montée du populisme et par un affaiblissement du débat public, désormais souvent dominé par des réflexes de protection plutôt que par des projets de société. À cela s'ajoute un enjeu central : la maîtrise des données, devenue un levier stratégique majeur de puissance économique et technologique, au point d'être qualifiée de « nouveau pétrole ».

Face à ces transformations, le diagnostic de l'ancien Premier ministre belge est sans ambiguïté : l'Europe, en l'état, n'est pas prête. Pour y répondre, il appelle à une transformation profonde visant à faire de l'Union un « empire du bien », capable de peser dans ce nouvel équilibre mondial. Cette ambition repose sur trois réformes. D'abord, la [défense](#) : malgré un niveau de dépenses élevé, l'Europe souffre d'une fragmentation extrême de ses capacités. Actuellement, il existe 27 armées et plus de 130 systèmes d'armes, contre 25 aux États-Unis. L'ambition doit être une véritable communauté européenne de défense.

De plus, au niveau de l'économie, il plaide pour l'achèvement du [marché unique](#), notamment dans les secteurs stratégiques comme les télécoms, les capitaux et le numérique, afin d'éviter que les innovations européennes ne se développent ailleurs. C'est aussi dans cette optique qu'il a salué l'annonce du 28^e régime, ce nouveau statut juridique permettant d'opérer dans les vingt-sept États membres sans formalités supplémentaires : selon lui, il faudrait même aller plus loin encore, en assumant un cadre plus contraignant au regard des expérimentations européennes passées qui n'ont jamais abouti. Enfin, la gouvernance institutionnelle : il a dénoncé les blocages liés à l'unanimité et appelle à des formes de coopération renforcée entre États volontaires, citant notamment le rôle potentiel du Benelux comme moteur d'intégration.

L'Europe face au retour du nationalisme économique

Dans une intervention intitulée « L'Europe entre protectionnisme et changements structurels », le directeur du think tank Bruegel Jeromin Zettelmeyer a livré une analyse des tensions qui traversent aujourd'hui l'économie mondiale. Il a mis en lumière un basculement profond : l'Europe, historiquement construite sur le rejet du nationalisme économique après les dérives des années 1930, se retrouve désormais confrontée à son retour en force, porté par les États-Unis et la Chine.

Derrière ce tournant se cachent deux visions de la politique économique : l'une visant à maximiser la croissance et le bien-être, l'autre cherchant à protéger « l'équipe nationale » dans un monde perçu comme un jeu à somme nulle. Or, ce sont précisément ces logiques protectionnistes, désormais dominantes à Washington et à Pékin, qui fragilisent le modèle européen fondé sur l'ouverture commerciale.

Ce basculement s'incarne dans une double dynamique. D'un côté, la Chine poursuit une stratégie industrielle interventionniste générant des surcapacités et une pression concurrentielle croissante. Cette mutation redéfinit en profondeur les relations euro-chinoises. Longtemps complémentaires, elles deviennent concurrentielles : la croissance chinoise ne tire plus les exportations européennes, elle les concurrence directement. De l'autre, les États-Unis ont engagé un virage assumé vers le protectionnisme, notamment à travers des politiques massives de subventions. Dans ce contexte, l'Europe se retrouve face à un dilemme stratégique : rester fidèle à son modèle ouvert ou adopter une posture offensive. Comme le souligne Zettelmeyer, le modèle d'il y a dix ans ne reviendra pas, imposant à l'Europe de repenser ses priorités économiques. Face à cette nouvelle réalité, le directeur de Bruegel propose une stratégie pragmatique en trois volets. Premièrement, il s'agit de tenir bon face à une surcapacité chinoise qui, à ces niveaux de prix, ne pourra de toute façon pas durer : un phénomène temporaire, mais suffisamment violent pour menacer durablement le tissu industriel européen. L'enjeu est donc de mettre en place un véritable bouclier, le temps que cette vague se résorbe, afin d'éviter que notre appareil productif ne soit décimé.

Deuxièmement, utiliser de façon ciblée les instruments conformes aux règles de l'OMC – mesures de sauvegarde notamment – plutôt que des politiques de « préférence européenne » jugées contre-productives. Enfin, accompagner la transformation structurelle de l'économie, se spécialiser dans les segments à forte valeur ajoutée et renforcer la mobilité du travail ainsi que les compétences. L'enjeu n'est pas de revenir à un passé industriel idéalisé, mais de permettre à l'Europe de rester compétitive dans une économie mondiale qui, malgré ses tensions, demeure incontournable.

Rejeter l'isolement, renforcer l'Europe

En clôture de la première partie de la Journée de l'Economie, le Premier ministre luxembourgeois, Luc Frieden, a souligné le lien étroit entre souveraineté européenne et prospérité économique, socle de l'influence et de la sécurité dans le monde. Prenant l'exemple des tensions au Moyen-Orient et de leurs répercussions sur le marché luxembourgeois, M. Frieden a rappelé la vulnérabilité de l'Europe et souligné que l'autonomie passe par l'action collective plutôt que par l'isolement. Il a appelé à la consolidation du marché unique et à une collaboration accrue dans les domaines stratégiques comme l'intelligence artificielle, la transition énergétique et le quantique où une action individuelle de chaque pays se trouverait rapidement limitée.

A cet égard, il a cité le partenariat du Luxembourg avec Mistral AI comme un modèle à suivre, tout en plaidant pour une simplification réglementaire visant à doper la compétitivité des PME. Il a conclu en invitant l'Europe à rejeter le protectionnisme au profit d'une influence mondiale fondée sur l'équilibre de libre-échange, de l'innovation et des investissements conjoints.



(crédit : PwC Luxembourg)

Au terme de cette journée, une ligne de force se dégage nettement : l'Europe ne peut plus se contenter d'ajustements marginaux face à un environnement international profondément transformé. Entre la tentation du repli sur soi et la nécessité de rester ouverte, elle est appelée à redéfinir son modèle, non pas en renonçant à ses principes, mais en les adaptant à un monde où la puissance économique, technologique et politique redevient déterminante. De la compétitivité à

la gouvernance, en passant par la défense et l'innovation, les défis sont connus ; reste désormais à traduire ces diagnostics en décisions concrètes.

Au fond, la question posée lors de la Journée de l'Économie dépasse le seul cadre européen : il s'agit de savoir si l'Europe peut encore affirmer son existence dans un paradigme de fin de «? mondialisation heureuse?», en influençant la trajectoire de la mondialisation plutôt que de la subir.